

ARRET N° : 268

20 DECEMBRE 2006

C Gilbert

COUR D'APPEL DE  
BASTIA

**CHAMBRE CORRECTIONNELLE**

Prononcé publiquement le MERCREDI 20 DECEMBRE 2006, à l'audience de la Chambre des Appels Correctionnels, par Monsieur HUYETTE Michel,

Sur appel d'un jugement du tribunal correctionnel d'AJACCIO du 11 JUILLET 2006.

**PARTIES EN CAUSE DEVANT LA COUR :**

**C** **Gilbert**

né le Dimanche 30 Juillet 1944 à AJACCIO (20) de Pierre et de M. Rose  
de nationalité française, marié, sans profession, demeurant

**Prévenu**, comparant, libre  
appelant

Assisté de Maître GAERTNER DE ROCCA SERRA, avocat au  
barreau de BASTIA

**LE MINISTÈRE PUBLIC :**

non appelant,

- **ELECTRICITE DE FRANCE - SERVICE NATIONAL**, 22/30 avenue  
de Wagram - 75008 PARIS  
Partie civile, appelante,

Représentée par Maître ROMANI Camille, avocat au barreau d'AJACCIO

COMPOSITION DE LA COUR, lors des débats et du délibéré,

Président : Monsieur WEBER Bernard,

Conseillers : Monsieur HUYETTE Michel,  
Monsieur CAVALERIE Philippe,

COMPOSITION DE LA COUR, lors du prononcé de l'arrêt,

Président : Monsieur HUYETTE Michel,

Conseillers : Monsieur CAVALERIE Philippe,  
Madame PIAZZA Marie Laure,

GREFFIER : Madame BRUN Eliane,

MINISTÈRE PUBLIC : représenté aux débats par Monsieur SAVELLI Alain, substitut général et au prononcé de l'arrêt par Monsieur BERNADEAUX Jean Louis, substitut général ;

## PEL DE LA PROCÉDURE :

JUGEMENT :

Le Tribunal, par jugement contradictoire, a déclaré C. Gilbert **coupable** de VOL, courant 2005, à ECCICA IARELLA, infraction prévue par les articles 311-1, 311-3 du Code pénal réprimée par les articles 311-3, 311-14 1°, 2°, 3°, 4°, 6° du Code pénal et, en application de ces articles, a rejeté l'exception de nullité et l'a condamné à 2 mois d'emprisonnement avec sursis et mise à l'épreuve pendant 18 mois.

Reçu la Société EDF. en sa constitution de partie civile,

Déclaré C. Gilbert responsable de son préjudice et l'a condamné à lui payer la somme de 1.562, 62 euros de dommages-intérêts avec intérêts au taux légal à compter du jugement et à verser 350 euros au titre de l'article 475-1 du code de procédure pénale,

Rejeté la demande de dommages-intérêts complémentaire.

Appel a été interjeté par :  
ELECTRICITE DE FRANCE - SERVICE NATIONAL, le 13 Juillet 2006 contre  
Monsieur C                      Gilbert  
Monsieur C                      Gilbert, le 30 Juillet 2006

A l'audience publique du 06 Décembre 2006, le Président a constaté l'identité du prévenu ;

Monsieur le conseiller HUYETTE, en son rapport ;

Cc : Gilbert en ses interrogatoire et moyens de défense ;

Maître ROMANI, avocat de la partie civile en sa plaidoirie;

Monsieur l'avocat général, en ses réquisitions ;

Maître GAERTNER DE ROCCA SERRA, avocat en sa plaidoirie ;

Ce Gilbert ayant eu la parole en dernier.  
Le Président a ensuite déclaré que l'arrêt serait prononcé le 20  
DECEMBRE 2006.

Rendue, après en avoir délibéré conformément à la loi,

Monsieur C. a interjeté appel contre le jugement du 11 juillet 2006 du Tribunal correctionnel d'Ajaccio qui, pour vol d'électricité au préjudice de la société EDF, l'a condamné pénalement à 2 mois d'emprisonnement avec sursis et mise à l'épreuve pendant 18 mois, puis l'a condamné civilement à verser à EDF 1.562,38 euros de dommages-intérêts.

Il a indiqué à l'audience ne plus se prévaloir de l'argumentation relative à la nullité de la procédure développée en première instance, mais soutenir toujours sa relaxe.

\* \* \*

Un agent assermenté de EDF a, en septembre 2005, rédigé un procès-verbal de constat en ces termes :

*"Sur place, j'ai constaté, faisant suite à une vérification du tableau de comptage, que deux fils sous tension étaient branchés entre le coupe circuit du tableau et le disjoncteur de l'installation du client, alimentant cette dernière sans passer par le compteur, ce type de branchement direct pouvant être particulièrement dangereux fut coupé par mes soins après avoir prévenu le titulaire par téléphone ainsi que la personne prétendant être sa femme de l'anomalie constatée."*

La Cour constate d'abord que sur la photographie de l'installation produite par EDF, il apparaît que les boîtiers tel celui vérifié chez Monsieur C et dans lequel la manipulation relevée aurait été effectuée sont scellés, mais qu'il n'est pas mentionné dans le procès verbal de l'agent verbalisateur que le jour du contrôle le scellé était détérioré ou inexistant. Il est dès lors impossible de savoir si une personne n'appartenant pas à EDF a eu et au delà a pu avoir en sa possession les outils et un scellé pour être en mesure, une fois le détournement effectué, de refermer le boîtier dans son état antérieur.

Par ailleurs, alors qu'il est écrit sans aucune autre précision dans le procès verbal que l'installation frauduleuse, dont au demeurant aucune photographie n'est produite, a "alimenté l'installation" de Monsieur C, ce qui semble vouloir dire qu'il a bénéficié gratuitement d'énergie ce dernier, de l'année 2000 à l'année 2005, a toujours reçu et payé des factures d'électricité.

Mais bien que connaissant l'argumentation de Monsieur C, la société EDF ne fournit aucune indication relative à la partie du logement qui aurait été seule alimentée frauduleusement, pas plus que cette société ne fournit d'analyse de la consommation mois par mois de Monsieur C pour faire apparaître, à compter de septembre 2005, une modification notable de la consommation après la suppression de l'installation litigieuse.

Dès lors, en présence d'un dossier aussi lacunaire, la Cour considère qu'il existe une part de doute, tant en ce qui concerne le détournement allégué par EDF qu'en ce qui concerne le prix de l'électricité réellement détournée par Monsieur C.

**PAR CES MOTIFS, LA COUR**

Statuant publiquement, contradictoirement,

Déclare les appels recevables,

INFIRME le jugement.

ET statuant à nouveau,

RELAXE Monsieur C .. Gilbert.

**LE GREFFIER,**

**LE PRESIDENT,**